

L'archipel urbain du PCF

Roger Martelli

Dossier : Les scrutins municipaux sous le regard des sciences sociales

Si le Parti socialiste est le grand perdant des dernières élections municipales, le PCF sort, lui aussi, affaibli. Son tissu communal n'a pas disparu, mais il s'est fortement distendu dans la France urbaine et notamment dans les banlieues qu'il avait conquises dans le passé.

Désastreuses pour le Parti socialiste, les élections municipales de 2014 ont été douloureuses pour le Parti communiste français (PCF). En 2001 et 2008, son érosion municipale dans les communes de plus de 3 500 habitants s'était ralentie ; en 2014, elle s'est accentuée. Le fait communiste n'a pas disparu du paysage urbain de la France. Mais il s'est rétracté un peu plus et a renforcé son aspect d'archipel (Martelli 2008), jusque dans son foyer francilien d'implantation historique.

La rétraction urbaine

En 2008, le PCF revendiquait entre 724 et 751 communes de toutes tailles représentant 3,2 millions d'habitants. En réalité, à elles seules, ses 194 communes de plus de 3 500 habitants regroupaient 85 % de la population administrée par des élus communistes et « apparentés ». La moitié de ces villes se concentrait dans six départements, dont quatre englobaient à eux seuls la moitié de la population administrée.

Tableau 1. La hiérarchie départementale du communisme municipal en 2008

Hiérarchie 2008 (nombre de communes)		Hiérarchie 2008 (population)	
Nord	26	Seine-Saint-Denis	487 943
Pas-de-Calais	16	Val-de-Marne	467 559
Bouches-du-Rhône	14	Bouches-du-Rhône	242 370
Val-de-Marne	12	Nord	217 801
Seine-Saint-Denis	11	Hauts-de-Seine	200 796
Seine-Maritime	8	Rhône	136 016
Isère	7	Pas-de-Calais	122 023
Meurthe-et-Moselle	7	Isère	117 186

Source : Martelli 2008.

En 2014, le PCF a vu son assise urbaine se réduire de près d'un quart et sa population administrée diminuer d'environ 570 000 habitants (le recul étant atténué par la reconquête des 180 000 habitants de Montreuil et Aubervilliers). Dans les élections précédentes, le PCF pouvait perdre beaucoup de villes et en récupérer un nombre non négligeable : en 2008, dans la tranche des plus de 3 500

habitants, il parvient même à un quasi-équilibre (perte de cinq communes). En 2014, dans la même tranche, le déficit est d'une cinquantaine de communes. Le PCF ne gère plus que 5,4 % de la population urbaine métropolitaine contre 23 % en 1977. En moyenne durée, le recul de 2014 se trouve proche de celui de 1989, l'année de la plus forte perte communiste en milieu urbain.

Depuis trente ans, l'érosion est plus ou moins forte, mais elle reste continue, quelle que soit la conjoncture politique.

Tableau 2. Les villes PCF de plus de 3 500 habitants depuis 1977

Année	Nombre	Différence	Indice	Population administrée (millions)
1977	380			7,7
1983	350	-30	92	6,1
1989	254	-96	73	4,6
1995	227	-27	89	4,0
2001	198	-29	87	3,0
2008	194	-4	98	2,9
2014	145	-49	75	2,3

Source : Martelli 2008.

En 2014, les aléas de l'implantation communiste semblent faiblement reliés à la stratégie politique retenue. Que les communistes aient été à la tête de listes d'union de la gauche classique, de listes étiquetées « Front de gauche » ou de listes proprement communistes, les évolutions sont sensiblement identiques, avec des reculs de premier tour se situant entre 5 % et 7 % en moyenne. En outre, dans 29 villes communistes, le PCF s'est trouvé au second tour dans une situation de triangulaire (20), voire de quadrangulaire (9). Dans dix-sept de ces cas, son score se situe entre 40 % et 50 % et, dans quatre cas, il est même au-dessous de 40 %.

L'archipel municipal

À partir des années 1930, à la faveur de la dynamique du Front populaire et de la Libération, l'implantation du communisme s'est nationalisée, transformant l'archipel des années 1920 en un vote massif d'adhésion. « L'archipel » s'est fait « continent ». Or le retour à l'archipel s'amorce au début des années 1980. Pour ce qui est du communisme municipal, le recul dans la France urbaine commence en 1983 (33 villes de plus de 3 500 habitants perdues), s'accroît en 1989 (93 villes perdues) et se poursuit par la suite. Après la rémission de 2008, le recul reprend en 2014. Le PCF perd en nombre de villes et en population dans une large majorité de départements. Il ne progresse que dans le Puy-de-Dôme, seul département où il dirige plus de mairies qu'il y a trente ans. En 1977, le PCF ne détenait aucune ville de plus de 3 500 habitants dans 26 départements. En 1989, le nombre de ces départements est passé à 42, puis à 52 en 2008. Il est de 59 en 2014. La France communiste urbaine se concentre dans le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie, l'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle s'étire sur une bande qui va du Loiret à l'Isère. Partout ailleurs, c'est l'archipel ou le vide, dans le Grand Ouest, l'Est et le bloc Midi-Pyrénées-Languedoc.

Tableau 3. Villes PCF de plus de 3 500 habitants : la hiérarchie départementale en 2014

Hiérarchie 2014 (nombre de communes)		Hiérarchie 2014 (population administrée)		Les plus forts reculs en 2014 (indices du nombre de communes)	
Nord	20	Val-de-Marne	410 806	Var	33
Pas-de-Calais	12	Seine-Saint-Denis	407 141	Sarthe	33
Bouches-du-Rhône	11	Hauts-de-Seine	200 176	Allier	33
Val-de-Marne	10	Bouches-du-Rhône	184 706	Rhône	40
Seine-Maritime	8	Nord	167 895	Pyrénées-Orientales	50
Seine-Saint-Denis	7	Isère	111 291	Seine-Saint-Denis	64
Meurthe-et-Moselle	7	Seine-Maritime	107 084	Eure	67
Isère	6	Pas-de-Calais	98 187	Cher	67

Source : Martelli 2008.

Aujourd'hui, la hiérarchie de l'influence du PCF n'a guère changé : la moitié de ses villes se regroupe dans sept départements, avec en tête le Nord et le Pas-de-Calais. Ses pertes se sont concentrées, pour moitié, dans cinq départements d'implantation ancienne (la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Nord) et dans le Morbihan. Désormais, la Seine-Saint-Denis, dont le parti communiste a présidé le conseil général jusqu'en 2008, est supplantée par le Val-de-Marne. Dans plusieurs départements, comme le Nord, le Pas-de-Calais ou le Morbihan, un nombre non négligeable de villes est perdu au profit du PS ou de « divers gauche ». Dans ces zones ancrées à gauche, la concurrence n'a jamais cessé entre les héritiers de la vieille maison socialiste, et le PS a réussi cette fois à compenser en partie, sur le dos des communistes, la débâcle enregistrée ailleurs.

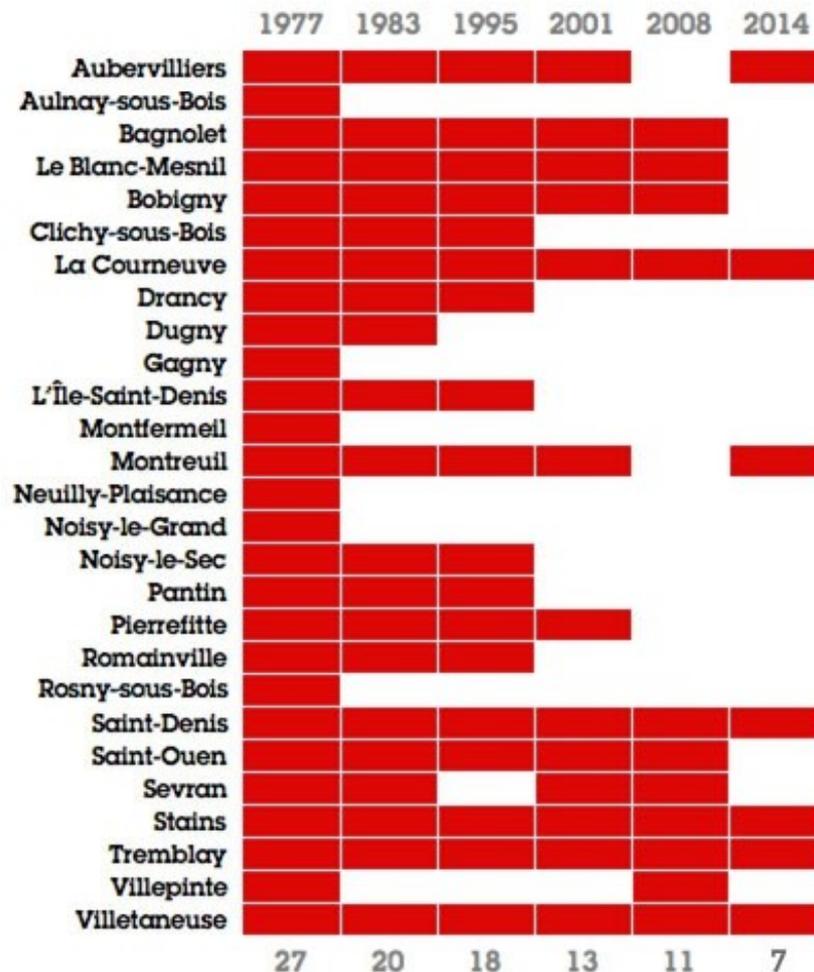
La fin de l'exception francilienne

L'implantation du communisme français, qui s'est nationalisée au cours des années 1930 et de l'après-guerre, a toujours été associée dans l'imaginaire collectif à la « banlieue rouge ». Or, depuis les années 1980, c'est dans ce territoire emblématique, où l'abstention s'est envolée en trois décennies, que le déclin du vote communiste est particulièrement sensible.

Au maximum de son influence, en 1977, le PCF était à la tête de 147 municipalités de l'agglomération parisienne ; il administrait un tiers de la population francilienne. Aujourd'hui, seul un dixième de cette population, répartie dans 38 communes, a pour maire un élu communiste ou apparenté. En 2014, le PCF a perdu un peu moins d'un quart de ses mairies par rapport à 2008, soit à peu près autant qu'en 1983 et en 2001.

Le département de la Seine-Saint-Denis est le symbole le plus fort de ce délitement. Les promoteurs du redécoupage francilien, au début des années 1960, avaient voulu créer un département regroupant les communes les plus « rouges » de la banlieue industrielle du nord-est. Ce département, alors relativement homogène, comptait 27 municipalités communistes au lendemain des élections de 1977, représentant 80 % de la population départementale, et en 1978 neuf députés sur neuf étaient des membres du PCF.

Maires communistes et apparentés en Seine-Saint-Denis



regards.fr

Depuis, l'homogénéité relative de ce territoire s'est dé faite au gré des replis industriels, de la déprolétarianisation et des ségrégations spatiales (Martelli 2004). L'hégémonie communiste en pâtit dès 1983, quand le PCF perd sept villes au profit de la droite. Dans les années 1990, quand la droite s'essouffle, c'est le Parti socialiste qui prend la relève et espère, tout à la fois, ramener le PCF départemental à son niveau national et mettre ainsi fin à « l'exception » séquano-dionysienne. Au printemps de 2008, l'arrivée du socialiste Claude Bartolone à la tête du conseil général parachève la victoire des socialistes dans ce département. En trente ans, les communistes ont perdu 20 de leurs 27 municipalités et celles-ci ne regroupent plus qu'un gros quart de la population du « 93 ». Bobigny, Bagnolet et Saint-Ouen, communistes depuis 1920, 1928 et 1945, sont perdues en 2014 au profit du PS (Bagnolet) ou de la droite.

Tableau 4. Les mairies communistes en région parisienne depuis 1965

	1965	1971	1977	1983	1989	1995	2001	2008	2014
Nombre de communes	79	94	147	106	84	69	53	49	38
Population administrée par le PCF (millions)	1,9	2,4	3,3	2,7	2,1	1,9	1,5	1,4	1,2
Les mairies communistes en France	1 134	1 150	1 464	1 460	1 124	873	786	725	n.d.
% des communes franciliennes administrées par le PCF	6,2	7,3	11,5	8,3	6,6	5,4	4,1	3,8	3,0
% de la population francilienne administrée par le PCF	22,3	25,8	33,1	26,6	21,2	17,7	13,4	12,3	10,3

Source : Martelli 2008.

Y a-t-il encore un communisme municipal ?

Il y a quelques années, *Autrement* titrait l'un de ses ouvrages consacrés à la « banlieue rouge » d'une formule significative : « Années Thorez, années Gabin » (Fourcaut 1992). Cette formule décrivait bien cet âge d'or du communisme municipal déployé entre les années trente et les années cinquante. Elle traduisait l'affirmation numérique et la reconnaissance symbolique du groupe social ouvrier, l'expansion du phénomène banlieusard et l'hégémonie relative du communisme dans l'espace populaire des périphéries urbaines. De façon plus savante, l'historienne Annie Fourcaut écrivait que la banlieue rouge était la conjonction d'une représentation municipale d'avant-garde, d'une classe organisée autour d'un projet et d'une communauté périphérique ; « un patriotisme de clocher à base de classe », ajoutait-elle, à propos de Bobigny (Fourcaut 1986).

Aucun des trois termes ne recouvre plus, aujourd'hui, l'espace de la banlieue. L'histoire du « 93 » est en ce sens un concentré du délitement de ce communisme municipal. Ce territoire fut pendant quelques décennies un espace relativement homogène (la banlieue), avec une sociologie dominante (le monde ouvrier de la seconde révolution industrielle) et une vie politique marquée par l'hégémonie communiste. Depuis cinq décennies, la désindustrialisation et les mutations économiques et sociologiques ont défait le tissu initial de la banlieue rouge dans un contexte de crise de l'État-providence et de délitement des sociabilités populaires anciennes. Entre les communes gentrifiées (Collet 2008) où vit toujours une population fragilisée (Montreuil, Saint-Ouen, Bagnolet), les villes de plus en plus appauvries (La Courneuve, Bobigny, Villetaneuse, Aubervilliers, Pierrefitte-sur-Seine...) et les villes bénéficiant d'un pôle de croissance (Tremblay-en-France ou Saint-Denis), les écarts se sont creusés et rendent plus complexes la recherche de gestions territoriales redistributives cohérentes.

L'équilibre évoqué par Annie Fourcaut n'existe donc plus, en tout cas sous la forme que le xx^e siècle lui a donnée. Il y a toujours des militants communistes, individuellement ou collectivement, des municipalités à direction communistes, des bribes plus ou moins solides de culture communiste. Mais il n'y a plus de « communisme municipal » à proprement parler. Les municipalités qui restent dirigées par le PCF, dans des configurations d'alliances variables, cherchent des modèles alternatifs qui redonneraient à leur gestion une attractivité et une originalité depuis longtemps atténuée (Gouard 2013). Pour l'instant, elles n'y sont pas parvenues. L'indétermination qui en résulte est une source de fragilité. Il suffit d'une conjoncture politique délicate – en 2014 la sur-mobilisation de la droite – pour que l'érosion tourne au franc recul.

Bibliographie

- Collet, Anaïs. 2008. « Les “gentrifieurs” du Bas-Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et Sociétés*, n° 132-133, p. 125-141.
- Fourcaut, Annie. 1986. *Bobigny, banlieue rouge*, Paris : Éditions Ouvrières et Presses de la FNSP.
- Fourcaut, Annie (dir.). 1992. *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris : Autrement.
- Gouard, David. 2013. *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Lormont : Le Bord de l'Eau.
- Martelli, Roger. 2004. *Évolution électorale de la Seine-Saint-Denis*, rapport d'étude accessible sur le site de *Regards*. Consulté le 2 juin 2014, URL : www.regards.fr/web/pcf-en-seine-saint-denis-la-chute,7627.
- Martelli, Roger. 2008. *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Paris : Éditions Sociales.

Roger Martelli est historien. Co-directeur de la revue *Regards*, il a publié plusieurs livres sur l'histoire du communisme français. Parmi eux : *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF* (Paris, Éditions Sociales, 2008), *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF* (Pantin, Fondation Gabriel Péri, 2010) et *L'Empreinte communiste. PCF et société française 1920-2010* (Paris, Éditions Sociales, 2010).

Pour citer cet article :

Roger Martelli, « L'archipel urbain du PCF », *Métropolitiques*, 6 juin 2014.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/L-archipel-urbain-du-PCF.html>.